

# Production de viande bovine en Pays de la Loire

## Prospective à l'horizon 2020

**a**GRICULTURES  
& TERRITOIRES  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE

TERRES d'**a**VENIR



Cette étude, conduite par Gilles LE MAIGNAN et Pierre-Yves AMPROU du pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire, fait suite à un premier travail réalisé en 2010-11. Il s'appuie sur un comité de pilotage réunissant les principaux acteurs de la filière. Cette actualisation a aussi été réalisée avec l'appui technique de FranceAgriMer. Nous tenons à remercier l'ensemble de ces personnes pour leur contribution.



## **5 Introduction**

## **6 Synthèse de l'étude**

- 6** La production ligérienne de viande bovine : un enjeu socio-économique
- 8** Le contexte de marché : le marché français de la viande bovine ajusté par les échanges UE et pays tiers
- 10** La production de viande bovine régionale : scénarios à l'horizon 2020
- 13** Les objectifs et les leviers d'actions de la filière régionale

## **15 Hypothèses de construction des scénarios**

- 15** La méthode : une démarche prospective
- 16** La construction des scénarios : quelles hypothèses ?

## **23 Conclusion**





Les Pays de la Loire sont la première région française productrice de viande bovine. Cette production, qui représente le quart du chiffre d'affaires agricole ligérien, est diversifiée et le fait d'une multitude d'exploitations allant des petits élevages à des systèmes dont les bovins allaitants sont la production dominante. Les difficultés de marché que rencontrent régulièrement la filière et plus particulièrement la production pèsent sur la rentabilité et l'attractivité des bovins allaitants. Alors que les départs à la retraite des chefs d'exploitation vont de nouveau progresser au cours des prochaines années, leur renouvellement risque d'être de plus en plus difficile. Cette tendance, si elle se poursuit sera lourde de conséquences sur l'évolution des volumes de production et sur la dynamique globale de la filière viande bovine en Pays de la Loire.

Ce contexte, déjà d'actualité à la fin des années 2010, a conduit à la réalisation d'une étude prospective sur la filière viande bovine ligérienne en 2010-11. Sa finalité consistait à éclairer les responsables professionnels sur la problématique du renouvellement des générations en explorant différentes évolutions possibles de la filière. Des repères avait également été produits sur l'évolution des besoins en installations. La Commission économie et prospective a souhaité que ces perspectives soient actualisées en 2014.

La présente analyse réalisée par le pôle économie et prospective reprend le fil conducteur de la précédente version à savoir :

- l'analyse du contexte régional et de marché,
- la présentation des différents scénarios d'évolution de la demande et de l'offre à l'horizon 2020,
- l'identification des leviers d'action impliquant l'ensemble des maillons de la filière.

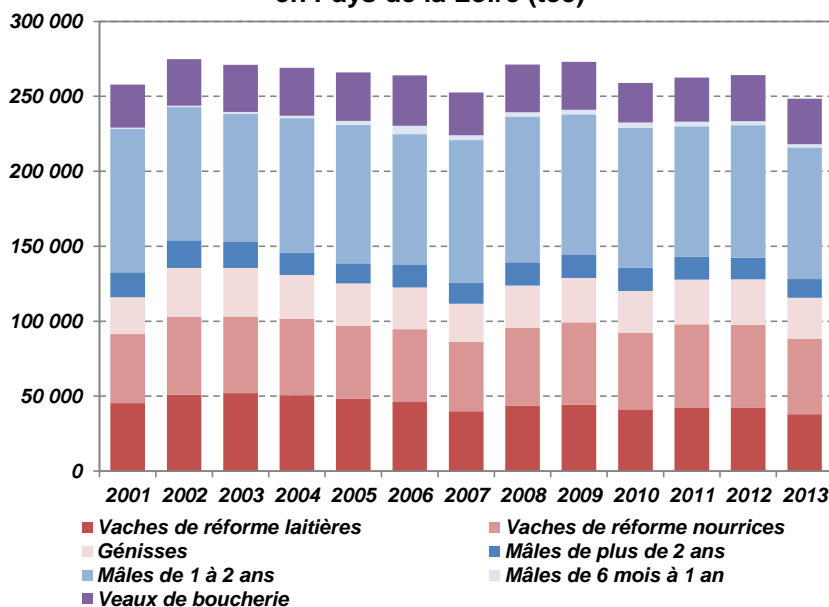


## La production ligérienne de viande bovine : un enjeu socio-économique

### Une gamme de production diversifiée

Les Pays de la Loire sont la première région productrice de viande bovine avec 248 500 tec produites en 2013 (veaux de boucherie compris), soit 18 % de la production nationale et un chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'€. La production ligérienne est très diversifiée : réformes allaitantes et laitières (36 %), génisses (11 %), jeunes bovins dont 80 % d'origine allaitante (36 %), bœufs (5 %) et veaux de boucherie (12 %). La production bovine ligérienne recule de 4 % depuis 2010. Le cheptel de vaches allaitantes s'élève à 440 000 têtes fin 2014 et la production de jeunes bovins de 8 à 24 mois à 212 000 têtes en 2014 également. Les sorties de jeunes bovins ont fortement reculé depuis 2010 (-12 %), surtout en type racial laitier. Les SOQ représentent 3,5 % de la production régionale de viande bovine.

**Production totale de viande bovine en Pays de la Loire (tec)**



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

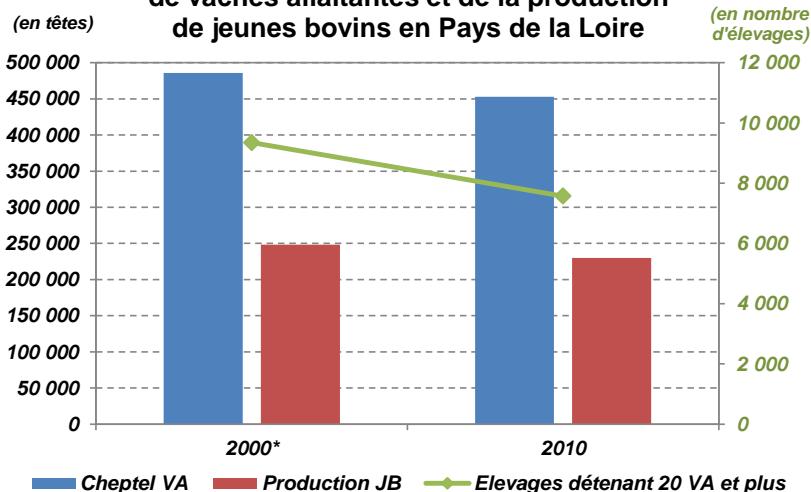
Source : Agreste

### Une diversité de systèmes producteurs de viande bovine

La production de viande bovine ligérienne est réalisée par une grande diversité de systèmes agricoles : 20 500 exploitations d'après les travaux de typologie conduits à partir des données du recensement de l'agriculture 2010. Une part d'entre-eux sont à dominante bovins allaitants, voire spécialisées dans la production de bovins allaitants maigres ou finis (7 700 exploitations naisseurs, naisseurs-engraisseurs, engraisseurs). Pour les autres, la production de viande bovine est, soit un coproduit de l'activité principale (réformes laitières), soit un atelier complémentaire de naissance ou d'engraissement. Il y a enfin près de 5 000 petits élevages qui sont, soit de petites exploitations détenant moins de 20 vaches allaitantes, soit des exploitations plus conséquentes, mais détenant un petit atelier viande bovine. Le nombre d'exploitations détenant plus

de 20 vaches allaitantes a baissé de 20 % entre 2000 et 2010. En 2013, 9 200 chefs d'exploitations exerçaient dans les exploitations à dominante bovins allaitants selon la MSA. Leur moyenne d'âge s'élevait à 49 ans et 40 % d'entre eux avaient plus de 50 ans. Entre 2008 et 2012, 150 installations (aidées et non aidées) ont en moyenne été réalisées chaque année. Elles suivent une évolution baissière depuis quelques années principalement en raison de la faible rentabilité des capitaux investis dans cette production.

### Evolution du nombre d'élevages, du cheptel de vaches allaitantes et de la production de jeunes bovins en Pays de la Loire



\*2001 pour la production de jeunes bovins

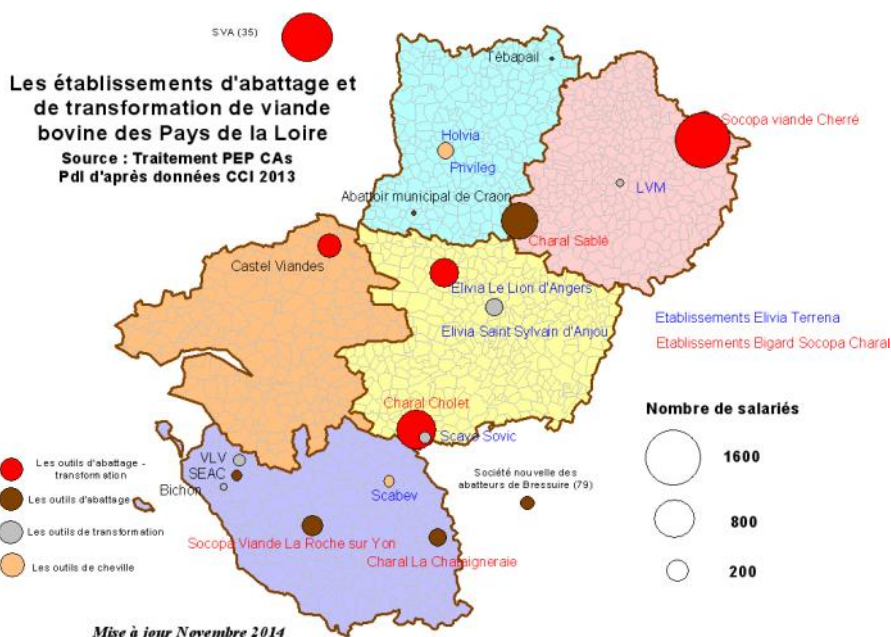
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste SAA et RA

### Une production régionale destinée au marché français et à l'exportation

La production de femelles (allaitantes et laitières), de bœufs et de veaux de boucherie est destinée au marché français tout comme le tiers de la production de jeunes bovins fins de 8 à 24 mois. Le solde de la production de jeunes bovins est exporté vers l'Allemagne et le sud de l'UE (Italie et Grèce) et vers les pays tiers du bassin méditerranéen (races allaitantes très majoritairement). La production régionale représente près de 3 fois la consommation théorique des ligériens en 2013 (23,9 kgec/hab \* 3,5 millions d'habitants).

### La production ligérienne prolongée par la présence des leaders nationaux de l'abattage-découpe



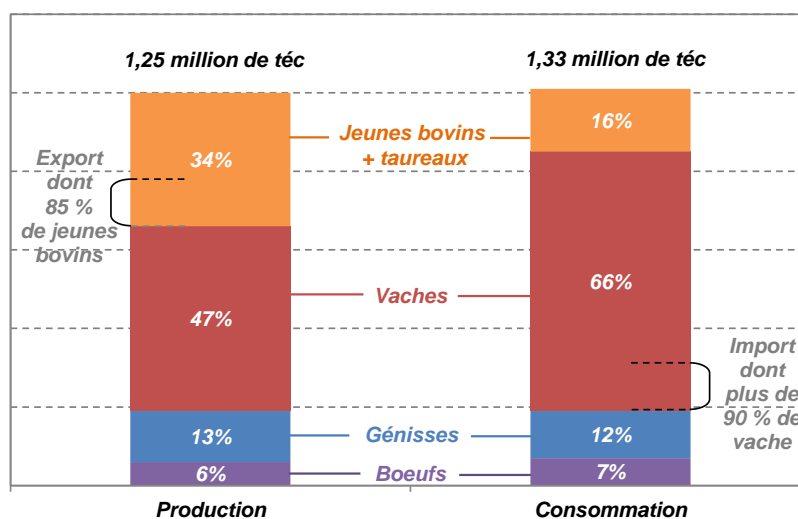


Une part de l'activité de production et de commercialisation est organisée au sein de groupements de producteurs : Union Ter'élevage (avec les groupements Arco-Gibev, CAM 53, Gerap et Terrena), Bovinéo, Agrial, Covia et Cevap. La filière de production est prolongée par la présence sur le territoire ligérien et à sa périphérie des leaders nationaux de l'abattage-découpe de viande bovine (Bigard (Charal – Socopa), Elivia, Castel viandes). Le reflux de la production régionale et la baisse des abattages qu'elle induit constitue un enjeu de compétitivité que ces acteurs doivent relever. L'ensemble de cette filière, à l'instar des nombreuses autres filières agricoles ligériennes, revêt un enjeu socio-économique important, en témoigne les emplois directs et indirects induits en Pays de la Loire et dans les territoires limitrophes.

## Le contexte de marché : le marché français de la viande bovine ajusté par les échanges UE et pays tiers

### Un décalage offre/demande sur le marché français

### Production et consommation française de viande bovine en 2013



D'après GEB - Idèle

Le marché français de la viande de gros bovins est déficitaire et présente un décalage entre l'offre et la demande. Son équilibre s'ajuste grâce au commerce extérieur principalement réalisé avec l'UE. La France produit en effet 60 % de femelles pour 40 % de mâles, alors que les consommateurs français ont une préférence pour la viande de femelles (près de 80 % de la consommation française). Ce décalage offre/demande conduit à importer de la viande de femelles (très majoritairement de la réforme laitière) et à exporter de la viande de mâles (essentiellement de la viande de jeunes bovins de race allaitante ou des animaux finis du même type) vers le sud de l'UE et l'Allemagne et moins régulièrement vers les pays tiers. La part des jeunes bovins consommés en France a néanmoins progressé au cours des dernières années et le tiers des volumes produits en moyenne ces dernières années.

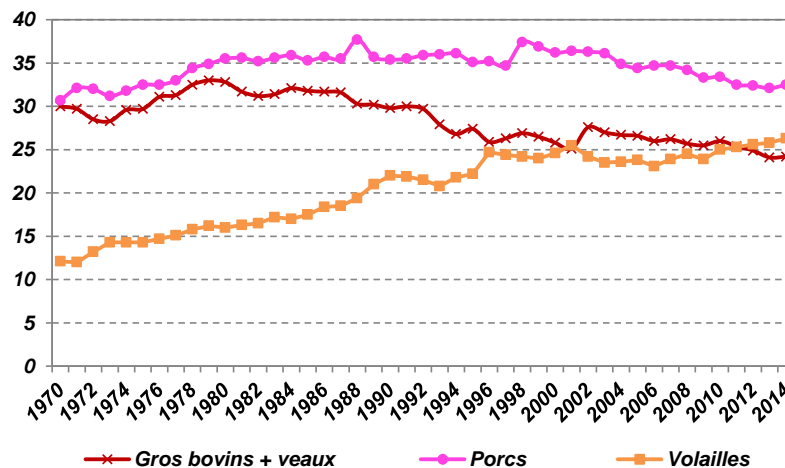
La France se distingue également par un flux d'exportation de broutards (animaux maigres) vers le sud de l'UE (Italie majoritairement et Espagne) et par une production de veaux de boucherie non négligeable qui couvre l'essentiel des besoins de cette viande bovine blanche. Des circuits d'exportation de broutards se développent vers le bassin méditerranéen pour pallier le recul du débouché italien. Ces nouveaux circuits de commercialisation



devront trouver un équilibre pour ne pas compromettre l'attractivité de l'engraissement en France. La balance commerciale de la France en viande bovine (viande, bovins finis et maigres) est excédentaire de l'ordre de 550 millions d'€ en 2013 et en 2014 .

### Baisse tendancielle de la consommation française et difficultés à l'exportation vers l'UE et les pays tiers

**Consommation individuelle de viandes en France**  
(en kgec/hab)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer

La consommation individuelle de viande bovine poursuit son repli en France (aux alentours de 24 kgec/hab en 2013 et en 2014) comme en UE. Alors que les importations se stabilisent, voire reculent légèrement, les exportations reculent vers l'UE et surtout vers les pays tiers. Le développement socio-économique actuellement à l'œuvre dans les pays émergents (bassin méditerranéen, Asie...) stimule pourtant la consommation de produits carnés dont la viande bovine et offre de nouvelles opportunités de marché. Mais l'envolée du début des années 2010 est difficile à pérenniser dans le temps. Un travail de fond visant à renforcer les partenariats commerciaux est en cours. L'UE est également devenue déficitaire et importe de la viande bovine principalement en provenance du Mercosur. Ces flux sont pour le moment maîtrisés, ceux destinés au marché français sont relativement faibles.

### Descente de gamme de viande bovine consommées en France et en UE

A la tendance baissière de la consommation se superpose un autre phénomène baissier sur le prix des viandes d'origine allaitante : la poursuite du glissement de gamme qui se confirme année après année. La part des viandes hachées vendues fraîches ou congelées ne cesse de progresser : elle est passée de 30 % à 40 % du total de la consommation française de viande bovine en 10 ans. Sur certaines carcasses, la proportion de muscles destinés à être vendus hachés progresse tandis que celle de la viande vendue piécée recule. Cela impacte le prix de certaines catégories, en particulier les vaches de conformation intermédiaire.

## La production de viande bovine régionale : scénarios à l'horizon 2020

Les facteurs clé de l'évolution de l'offre et du besoin de production de viande bovine ont été identifiés et analysés. Différentes hypothèses prospectives ont été envisagées pour chacun de ces facteurs clés puis combinées dans la construction de 3 scénarios contrastés d'évolution de la production régionale (tendanciel, crise et volontariste). La méthode, les facteurs et les hypothèses retenues sont détaillés dans la deuxième partie de cette publication.

Prospective viande bovine en Pays de la Loire : principaux résultats à l'horizon 2020				
	2010 (sauf installations)	Tendanciel	Volontariste	Crise
<b>Cheptel VA 2020*</b>	<b>449 598</b>	<b>398 018</b>	<b>436 670</b>	<b>378 731</b>
<i>Cheptel VA 2020/2010</i>		-11%	-3%	-16%
<b>Production BM 2020*</b>	<b>280 409</b>	<b>245 540</b>	<b>271 118</b>	<b>230 673</b>
<i>Production BM 2020/2010</i>		-12%	-3%	-18%
<b>Taux de renouvellement*</b>	<b>38%</b>	<b>29%</b>	<b>35%</b>	<b>24%</b>
<b>Installations annuelles**</b>	<b>148</b>	<b>122</b>	<b>138</b>	<b>110</b>
<b>Exploitations***</b>	<b>7 697</b>	<b>5 573</b>	<b>5 815</b>	<b>5 271</b>
<i>Exploitations 2020/2010</i>		-28%	-24%	-32%

\* Ensemble des systèmes détenteurs de VA et producteurs de BM

\*\* Moyenne 2008-12 ATEXA élevages bovins viande et mixtes, source MSA

\*\*\* Périmètre des Nais, Nais-Eng et Eng

Source : PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

### Le scénario tendanciel : poursuite des difficultés actuelles

Dans un contexte de croissance économique modérée dans les pays émergents et faible en UE, la demande de viande bovine reste dynamique dans les économies émergentes, mais poursuit son recul tendanciel en Europe et en France. Le marché européen est un peu plus ouvert aux importations de viande bovine en provenance des pays tiers en raison de la conclusion d'accords bilatéraux notamment avec l'Amérique du Nord. En France, les importations reculent en raison des moindres besoins intérieurs, les exportations se maintiennent au niveau de la fin des années 2000 grâce aux quelques marchés pays tiers captés en Méditerranée et en Asie. La concentration des acteurs de la filière se poursuit, elle peut s'accompagner de l'entrée d'opérateurs étrangers en France. Les relations entre les maillons de la filière sont tendues et compliquent le développement de la contractualisation. Dans ce contexte de marché atone, les contraintes s'accroissent pour les exploitations bovines viande : PAC (verdissement, réduction des aides pour une part d'entre elles), durcissement des réglementations environnementales, pression foncière, prix des matières premières végétales soutenus et volatils. Les gains de productivité, les performances techniques et la rentabilité sont hétérogènes et très variables d'une exploitation à l'autre et dépendent des capacités d'investissement. Le financement des investissements (installation, modernisation) est difficile en raison de la faible rentabilité des capitaux investis. La dynamique de renouvellement s'érode et la population des chefs d'exploitations poursuit son vieillissement. Leur nombre recule de -26 %, le cheptel de vaches allaitantes de -11 % et la production de bovins mâles de -12 % par rapport à 2010.

### Le scénario de crise : recul accentué de la consommation et perte de la dynamique de filière

La croissance économique des pays émergents est en panne et les politiques d'austérité sont en vigueur en Europe. Dans ce contexte, la demande de viande bovine ralentit dans les pays émergents, et la baisse de la consommation s'accroît en UE. Le marché européen est plus ouvert aux importations pays tiers de viande bovine, mais elles restent limitées par la baisse de la demande. En France, les importations reculent pour les mêmes raisons, mais les exportations reculent elles aussi à cause du moindre dynamisme de la demande dans le bassin méditerranéen et en Asie. Le solde des échanges se dégrade. Le nombre d'acteurs se réduit fortement dans la filière, des outils d'abattage sont fermés faute d'approvisionnement suffisant et des groupes internationaux s'implantent sur le sol français. La conjoncture très dégradée affecte la rentabilité des élevages qui rencontrent des difficultés importantes à financer les investissements nécessaires à l'amélioration de la productivité et des performances techniques. Cette situation est accentuée par le délaissement des politiques publiques françaises et UE d'accompagnement de l'élevage et l'abaissement des soutiens de la PAC. Le recouplage des aides à la vache allaitante, les aides du second pilier, la détente du prix des matières premières et le relâchement des contraintes réglementaires ne suffisent pas pour enrayer l'essoufflement de la dynamique de renouvellement et le vieillissement de la population des chefs d'exploitation. Leur nombre recule de -30 %, le cheptel de vaches allaitantes de -16 % et la production de bovins mâles de -18 % par rapport à 2010.

### Le scénario volontariste : export et amélioration du fonctionnement de la filière

La croissance économique, même modérée, soutient la demande de viande bovine dans les pays émergents. La reprise est faible en UE mais permet de ralentir la décroissance de la consommation de viande bovine en UE et en France. Des barrières non tarifaires limitent l'impact des accords bilatéraux en termes d'importations en UE. Le solde des échanges s'améliore en raison de la quasi stabilisation des importations et du développement des exportations. Des opportunités sont en effet saisies sur le pourtour méditerranéen et surtout en Asie. Les opérateurs bénéficient du renforcement des politiques publiques d'accompagnement de l'export en France. Dans ce contexte plus porteur, l'abattage se restructure, les gains de compétitivité progressent, l'organisation économique de la production et les relations contractuelles se renforcent. A l'échelle des exploitations, les gains de productivité et l'amélioration des performances sont plus généralisés. La meilleure répartition de la valeur ajoutée améliore la rentabilité des capitaux investis et facilite le financement des reprises (installations) et des investissements de modernisation. La dynamique de renouvellement se maintient et le vieillissement de la population de chefs d'exploitation s'atténue. Leur nombre recule de -23 %, le cheptel de vaches allaitantes et la production de bovins mâles se maintiennent presque (-3 % chacun) par rapport à 2010.

### L'évolution du besoin de production : des effets différenciés selon les catégories de bovins

Le besoin de production recule de l'ordre de -2 % dans le **scénario volontariste** à environ -12 % dans le **scénario de crise** (de -4 % à -13,5 % par rapport à 2010). Ces baisses ne se répartissent pas uniformément sur toutes les catégories de gros bovins, mais se concentrent principalement sur les catégories de bovins allaitants (cf. partie hypothèses). L'impact baissier réel s'établit donc entre -3 % et -18 % selon le scénario (même ordre de grandeur par

rapport à 2010). Le besoin de production des jeunes bovins allaitants, plus ou moins soutenu par le débouché export selon le scénario, évolue différemment des autres catégories allaitantes.

Prospective viande bovine en Pays de la Loire : besoin de production de viande bovine 2010, moyenne 2010-13 et évolution à l'horizon 2020 selon le scénario (1 000 tec)					
	2010	2010-13	Tendanciel	Volontariste	Crise
Consommation	1 642,1	1 600,2	1 473,3	1 515,6	1 432,0
Importations	410,4	388,8	373,4	378,5	368,4
Exportations	316,7	307,1	300,0	350,0	275,0
<b>Besoin de production</b>	<b>1 548,4</b>	<b>1 518,4</b>	<b>1 399,9</b>	<b>1 487,1</b>	<b>1 338,7</b>
Evolution / 2010	-	-	-9,6%	-4,0%	-13,5%
Evolution / 2010-13	-	-	-7,8%	-2,1%	-11,9%

Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

Prospective viande bovine en Pays de la Loire : évolution du besoin de production de viande bovine par catégorie de bovins à l'horizon 2020			
Production 2020 / moyenne 2010-13	Tendanciel	Volontariste	Crise
Veaux de boucherie	-9,3%	-6,2%	-12,4%
Jeunes bovins allaitants	-3,9%	3,7%	-11,6%
Bœufs	-12,6%	-3,2%	-17,5%
Génisses	-12,6%	-3,2%	-17,5%
Réformes allaitantes	-12,6%	-3,2%	-17,5%

Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

*Remarque : les projections de l'évolution du besoin de production à l'horizon 2020 ont été rapportées à la moyenne 2010-13 pour être appréciées en raison des variations interannuelles importantes notamment de l'export entre 2010 et 2013. Elles ont également été rapportées à l'année 2010 pour confronter l'évolution du besoin de production à l'évolution de l'offre.*

L'évolution de l'offre ligérienne en femelle allaitantes évolue dans les mêmes proportions que celle du besoin de production (théorique) dans chacun des scénarios analysés. L'estimation de la production ligérienne de bovins mâles recule un peu plus que celle du besoin de production en raison notamment de la concurrence de la production laitière dans les systèmes laitiers avec engraissement, mais aussi du ralentissement du renouvellement dans les systèmes naisseurs engraisseurs.

### Des résultats différenciés entre les scénarios

La confrontation des 3 scénarios retenus (tendanciel, volontariste et de crise) met en évidence l'importance du contexte économique et des choix politiques sur l'avenir de la filière. Pour la seule région Pays de la Loire, l'écart entre le scénario volontariste et le scénario de crise porte sur :

- l'existence de 300 élevages en 2020,
- la réalisation de 300 installations sur la période 2010 à 2020,
- et la production annuelle de 15 000 bovins mâles à l'horizon 2020.

Avec un impact fort sur :

- la valeur ajoutée régionale (production, transformation, services),
- les emplois directs (élevages, industries d'abattage et de transformation) et induits (alimentation du bétail, services aux éleveurs, transports, construction, rénovation...),
- la dynamique des territoires ruraux.

## Les objectifs et les leviers d'actions de la filière régionale

A l'horizon 2020, deux objectifs stratégiques ont été dégagés pour une filière viande bovine rentable et attractive réussissant le renouvellement des générations :

**Des élevages de bovins viande compétitifs et rentables** Source d'emplois directs (non salariés et salariés agricoles) et indirects et de valeur ajoutée pour la région Pays de la Loire,  
Répartis harmonieusement sur le territoire ligérien,  
Confortés par une politique foncière et une politique de gestion de l'eau adaptées et garantes de la sécurisation fourragère.

**Une filière viande bovine compétitive et dynamique** Positionnée sur des débouchés intérieurs et extérieurs rémunérateurs,  
Nécessaire à la compétitivité et à la rentabilité des élevages,  
Source d'emplois salariés directs et indirects (iaa : 24 % de l'emploi salarié industriel).

Des leviers d'actions ont été identifiés pour faciliter la mise œuvre du scénario volontariste. Ils s'articulent autour de 4 axes principaux :

**Améliorer l'environnement économique et réglementaire des exploitations bovines viande** Poursuivre les efforts de valorisation du produit viande bovine :

- continuer le travail d'amélioration de la qualité intrinsèque de la viande bovine (durée de maturation),
- adapter les circuits de commercialisation et le produit viande bovine à ces mêmes circuits,
- appuyer l'action de l'interprofession sur le renouvellement, la formation,
- développer la recherche portant sur l'essor de la mécanisation du tranchage de la viande, la réduction de la pénibilité des tâches.

Mettre en avant la qualité des produits issus de l'agriculture régionale :

- réformer les codes des marchés publics,
- favoriser l'approvisionnement régional de la RHD,
- faire respecter le PNNS dans les collectivités locales (vertus diététiques de la viande et équilibre alimentaire).

Diversifier les débouchés de la viande bovine d'origine ligérienne :

- faciliter l'accès à de nouveaux marchés UE et pays tiers,
- développer le rôle consulaire dans la diversification des débouchés,
- soutenir les rôles consulaire et interprofessionnel dans la valorisation de la viande bovine auprès de nouveaux consommateurs.

Renforcer la compétitivité de la filière :

- faire respecter les accords interprofessionnels,
- aider les fonds de sécurisation (plan engraissement),
- favoriser l'approche collective de la contractualisation,
- optimiser les outils et les investissements.

Garantir la sécurisation fourragère des élevages :

- assurer le développement économe en foncier des autres activités économiques, éviter la concurrence de la production énergétique (photovoltaïque, méthanisation...) et de l'agriculture de loisirs,
- compenser le foncier perdu par le développement d'une politique de l'eau adaptée.

Harmoniser les réglementations sociales, fiscales et environnementales en UE :

- seuils ICPE, régime TVA,
- raccourcir les délais d'instruction,
- réduire les distorsions sur le coût du travail.

### **Soutenir et renforcer l'innovation, la recherche et les références**

Poursuivre une politique volontariste en faveur de la viande bovine :

- renforcer l'action du PCAE (ex-plan de modernisation des bâtiments d'élevage) pour le logement des bovins en particulier : l'engraissement,
- s'engager dans un contrat de dynamique de filière,
- conserver la dynamique d'accompagnement de la modernisation, et de la recherche d'autonomie énergétique des exploitations.

Favoriser l'installation et la modernisation :

- faciliter la reprise de capital en production viande bovine (aide ou prêt) : cheptel, bâtiment,
- favoriser la création d'ateliers collectifs d'engraissement,
- participer à la création d'un fonds de cautionnement de prêts, soutenir la formation continue des éleveurs (jeunes et moins jeunes).

### **Accompagner la modernisation des élevages et leur transmission**

Identifier et mettre en œuvre les marges de progrès techniques :

- conserver la dynamique d'accompagnement de recherche de compétitivité, d'innovation,
- soutenir les actions de recherche de références,
- aider à l'engagement d'un suivi technique.

### **Poursuivre une communication ambitieuse pour la filière**

Positiver l'image de la production et des produits et affirmer les spécificités régionales :

- réaliser une communication pédagogique sur la filière : activité d'élevage, produit viande, identité ligérienne (à développer), ...

Susciter des vocations d'éleveurs de bovins viande :

- soutenir la communication sur la profession d'éleveur,
- conforter le soutien de la formation initiale « viande bovine ».



## La méthode : une démarche prospective

Cette étude a été réalisée en suivant une **démarche prospective** dont la méthode a été produite par le CNAM. Cette méthode a été adaptée par le Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire à la problématique étudiée notamment pour quantifier les scénarios.

### Travail conduit conjointement sur 3 filières animales (viandes bovine, porcine et de volaille)

Ce travail mobilise les ressources suivantes :

L'expertise de représentants des différents maillons de la filière : responsables professionnels agricoles, groupements de producteurs, abatteurs-transformateurs, et ingénieurs filières animales des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire.

L'analyse d'experts nationaux de chacune des filières (FranceAgriMer, Instituts).

Et la mobilisation de différentes sources statistiques pour produire les analyses et quantifications sur :

- les marchés (production, consommation, échanges) : bilans annuels de FranceAgriMer et des Instituts techniques,
- les systèmes de production ligériens : données MSA, DDPP, SRISE DRAAF, Pôle Installation Transmission des Chambres d'Agriculture.

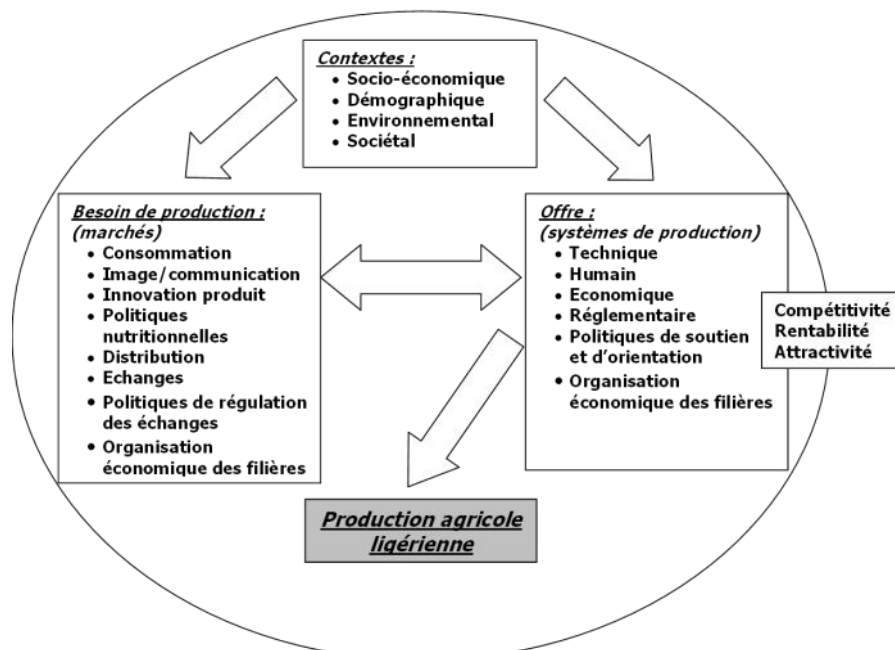
### Les différentes étapes de l'étude prospective

1/ Analyse de la problématique, mise au point de la méthodologie et bibliographie.

2/ Etat des lieux de la filière et de son contexte.

3/ Exploration des facteurs d'évolution des filières, détermination des facteurs clés et **représentation du système étudié** :

## Facteurs agissant sur l'évolution de la production ligérienne de viandes à l'horizon 2020





4/ Analyse de l'influence des facteurs clés identifiés sur le contexte, le besoin de production et l'offre régionale: évolutions passées, tendances présentes et analyse prospective (constitution de la **base rétro prospective**).

5/ Elaboration et quantification des scénarios d'évolution du **besoin de production**. Cette étape, **l'analyse morphologique**, consiste à combiner les différentes hypothèses d'évolution des facteurs clés identifiés (les scénarios doivent être contrastés mais vraisemblables). La quantification du besoin de production a été faite à dire d'expert au niveau national (en intégrant les dimensions européennes et internationales) : Besoin de production = consommation française + exportations françaises – importations françaises. La part de marché des Pays de la Loire a été expertisée.

6/ Elaboration et quantification des scénarios d'évolution de **l'offre régionale** (même processus que pour le besoin de production). La quantification (volume de production, nombre d'exploitations et d'actifs) a été faite par modélisation de l'offre régionale. Pour chacun des scénarios, 4 variables ont été simulées :

- les départs par l'âge et les départs précoces,
- les installations de jeunes agriculteurs,
- la dimension économique des exploitations,
- la productivité animale.

7/ Confrontation des 2 catégories de scénarios (besoin de production et offre) et élaboration des **scénarios finaux** d'évolution de la production, des structures et des actifs de la filière en Pays de la Loire.

8/ Identification des **leviers d'action** pour relever les enjeux qui se profilent d'ici 2020.

## La construction des scénarios : quelles hypothèses ?

Les scénarios ont été construits en agrégeant les hypothèses d'évolution des facteurs clés d'évolution du besoin de production et d'évolution de l'offre régionale.

### Facteurs clés de l'évolution du besoin de production

Croissance économique et démographique,  
Accords sur le commerce de produits agricoles dont la viande bovine,  
Politiques publiques de soutien à l'élevage en UE et en France,  
Dynamique laitière en UE et en France,  
Consommation de viande bovine dans les pays émergents en UE et en France,  
Echanges de viande bovine avec les pays tiers et l'UE,  
Structuration-organisation et compétitivité de la filière viande bovine,  
Relations entre les maillons de la filière viande bovine.

### Facteurs clés de l'évolution de l'offre régionale

Aides directes PAC premier et second pilier,  
Marchés des matières premières énergétiques et végétales,

Règlementations environnementales, bien-être,  
Pression foncière,  
Productivité et performance techniques,  
Rentabilité des capitaux investis et capacité de financement,  
Démographie et renouvellement.

### Hypothèses communes à tous les scénarios

Croissance économique moindre en UE et en France que dans les pays émergents,

Croissance de la population UE de 507,2 millions d'habitants en 2013 à 512,5 millions en 2020, soit une évolution de +1,1 % et croissance de la population française de 65,6 millions d'habitants en 2013 à 67,7 millions en 2020, soit une évolution de +3,2 %,

Signature d'accords bilatéraux avec USA, Canada, Mercosur (des effets différents selon le contexte du scénario),

Dynamique laitière en UE : maintien du cheptel laitier notamment en France par rapport à 2010-2013, recul de la production française de jeunes bovins issus du troupeau laitier de 15 % en raison du sexage des semences et de la concurrence de la production laitière,

Poursuite de la tendance baissière de la consommation individuelle de viande bovine en UE et en France et des évolutions qualitatives des gammes de viande bovine consommées,

Impact du recul de la consommation française de viande bovine :

- Baisse de la demande de réformes et de jeunes bovins allaitants, de génisses, de bœufs, de veaux de boucherie produits en France (mais pas celle des réformes laitières et des jeunes bovins laitiers produits en France),
- Réduction du besoin d'importation.

Poursuite du recul de la demande italienne de brouards,

Développement des flux d'exportation de brouards français vers le bassin méditerranéen (substitution du recul vers l'Italie plus ou moins conséquent selon le contexte du scénario),

PAC : maintien du coupage des aides vaches allaitantes, convergence et verdissement des aides du premier pilier,

Prise en compte de la production de veaux de boucherie dans la quantification (fourniture de viande bovine, prélèvement de veaux) mais sans analyse spécifique (évolution baissière causée par l'érosion de la consommation),

Quantifications basées sur les cheptels en croisières : non prise en compte des effets perturbateurs d'une décapitalisation sur l'équilibre des marchés.

### Les facteurs de différenciation des scénarios d'évolution du besoin de production

#### Evolution de la consommation : 3 hypothèses envisagées

**Dans le scénario tendanciel**, le recul de la consommation individuelle de viande bovine poursuit la tendance baissière des 10 dernières années en France (-1,3 %/an). Elle passe de 23,9 kgec/hab en 2013 à 21,8 kgec/hab en 2020, soit un repli de la consommation française de 8 % par rapport à 2010-13, croissance

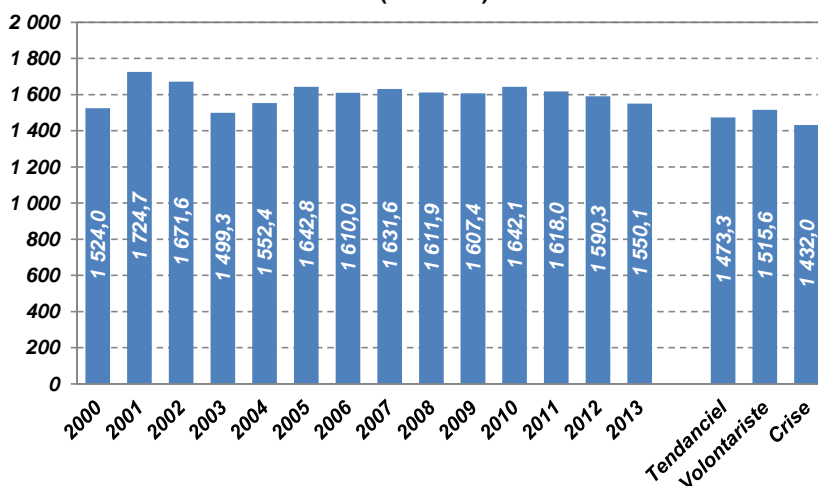
démographique comprise.

**Dans le scénario de crise**, l'absence de croissance économique pèse lourdement sur la consommation individuelle de viande bovine (-1,7 %/an) en raison du recul global de la consommation individuelle de viandes et du report des consommateurs vers les viandes plus économique (volailles). La consommation individuelle de viande bovine recule à 21,2 kg/hab en 2020, soit un repli de la consommation française de 10 % par rapport à 2010-13 (croissance démographique comprise).

**Dans le scénario volontariste**, la faible reprise économique permet d'infléchir le rythme de baisse de la consommation individuelle de viande bovine en France (-0,9 %/an ; 22,4 kg/hab en 2020) et de ralentir la baisse de la consommation française à l'horizon 2020 (-5 % par rapport à 2010-13, croissance démographique comprise).

Conjointement à ces projections baissières de la consommation de viande bovine, les évolutions qualitatives déjà à l'œuvre en termes de gammes de viande bovine consommées se poursuivront. Le report du consommateur des viandes pièces vers les viandes hachées et transformées continuera de suivre l'évolution des habitudes alimentaires et sera d'autant plus important que le contexte économique sera contraignant. Ces évolutions s'accompagnent de glissements de gammes baissiers sur le prix des cotations des bovins allaitants notamment des femelles.

**Prospective viande bovine en Pays de la Loire  
consommation française de viande bovine :  
2000-13 et évolution 2020 selon le scénario  
(1 000 tec)**



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

### **Evolution des échanges : des hypothèses différentes selon les scénarios envisagés**

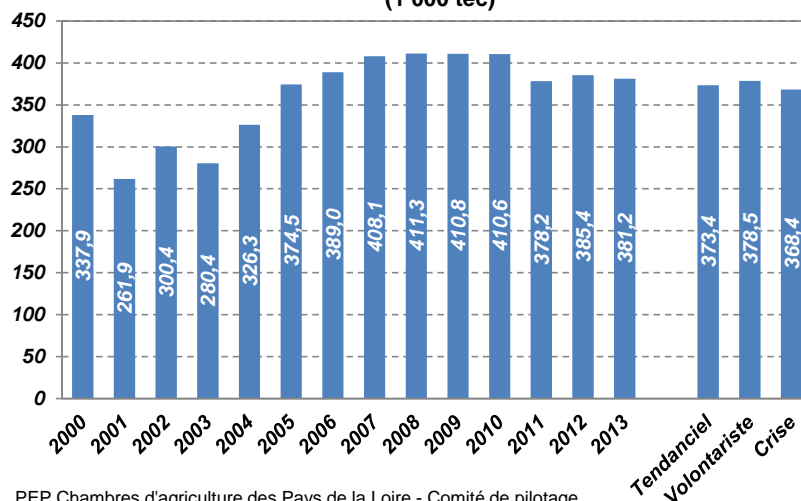
#### **Les importations :**

Des accords bilatéraux sont signés avec l'Amérique du Nord, le Mercosur au cours de la période. Leurs effets sur les importations pays tiers de viande bovine en UE sont contenus par l'atonie de la demande (notamment dans les scénarios tendanciel et de crise) et les barrières non tarifaires (dans le scénario volontariste), et la capacité des principaux exportateurs à expédier de la viande bovine

à la fois vers l'UE et d'autres destinations en essor.

Dans ce contexte et notamment en raison de l'évolution baissière de la demande intérieure française, les importations françaises (viande de réforme laitière en provenance de l'UE) évoluent à la baisse **dans les 3 scénarios 2020** par rapport à 2010-13 : -4 % (**scénario tendanciel**), -5 % (**scénario de crise**) et -2,5 % (**scénario volontariste**).

**Prospective viande bovine en Pays de la Loire  
importations françaises de viande bovine :  
2000-13 et évolution 2020 selon le scénario  
(1 000 tec)**

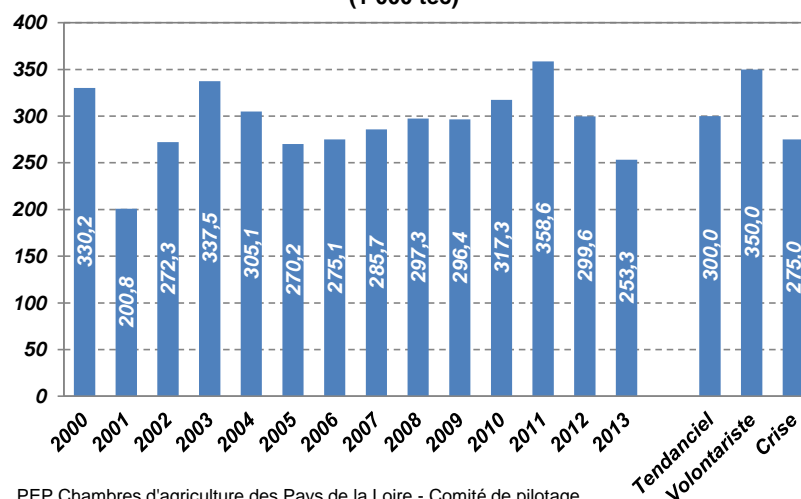


PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

### Les exportations :

Les exportations françaises de jeunes bovins (viande ou finis) se maintiennent difficilement vers le sud de l'UE (Italie, Grèce) qui subit à la fois une baisse quantitative de la consommation et une descente en gamme en raison des difficultés économiques de ces pays. La concurrence des pays de l'Europe de l'Est est également plus importante vers ces destinations. Le principal levier de développement des exportations françaises est le potentiel de demande des pays tiers en Asie et dans le bassin méditerranéen en moindre mesure.

**Prospective viande bovine en Pays de la Loire  
exportations françaises de viande bovine :  
2000-13 et évolution 2020 selon le scénario  
(1 000 tec)**



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

**Dans le scénario tendanciel**, l'exploitation de ces quelques débouchés pays tiers portés par une croissance économique plus importante qu'en UE et en France permet de stabiliser les exportations françaises par rapport à la moyenne 2010-13, soit 300 000 tec.

**Dans le scénario de crise**, l'essoufflement des économies émergentes affecte leur demande de viande bovine et la capacité de la France à leur en exporter. La demande du sud de l'UE est également détériorée. Les exportations françaises reculent de 10 % par rapport à la moyenne 2010-13, soit 275 000 tec.

**Dans le scénario volontariste**, les moteurs de la croissance fonctionnent dans les pays émergents et en UE en moindre mesure. Des mesures de soutien à l'exportation des produits agroalimentaires accompagnent les exportations françaises qui progressent de près de 15 % par rapport à 2010-13, soit 350 000 tec.

## Les facteurs de différenciation des scénarios de l'offre

### Les départs des chefs d'exploitations

La part des éleveurs en âge de faire valoir leurs droits à la retraite à l'horizon 2020 a été estimée à 31 % des chefs d'exploitation exerçant en 2010, soit 3 400 cessations d'activité sur la période étudiée. Cette estimation prend en compte la réforme des retraites à savoir le décalage progressif de l'âge de la retraite à 62 ans. Cet âge n'a pas été nuancé selon les scénarios, il aurait pu être augmenté dans les scénarios les moins favorables en raison des difficultés de transmission rencontrées.

A ces départs liés à l'âge, s'ajoutent les départs dits précoces car réalisés avant l'âge de la retraite. Ils représentaient en moyenne 1,1 % des chefs d'exploitations bovins viande et mixtes de moins de 50 ans entre 2008 et 2012 selon la MSA. Ce taux a été modulé selon les scénarios : reconduit à 1 % **dans le scénario tendanciel** (740 départs), accentué à 1,5 % **dans le scénario de crise** (1 100 départs) et diminué à 0,75 % **dans le scénario volontariste** plus propice à la rentabilité des exploitations (540 départs).

Prospective viande bovine en Pays de la Loire : hypothèses de simulation				
Départs et renouvellement	Référence	Tendanciel	Volontariste	Crise
Départs à la retraite	-	31%	31%	31%
Départs précoces*	1,1%/an	1%/an	0,75%/an	1,5%/an
Taux de renouvellement*	38%	29%	35%	24%
Installations	148	122	138	110

\* Moyenne 2008-12 ATEXA élevages bovins viande et mixtes, source MSA

\*\* 2010

Source : PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

### Les installations et le taux de renouvellement

Selon la MSA, près de 150 installations (aidées et non aidées) ont en moyenne été réalisées chaque année entre 2008 et 2012 dans des exploitations dont l'orientation dominante est la production de viande

bovine, soit un taux de renouvellement moyen de 38 %. Les installations suivent une tendance baissière sur cette période et sont plutôt concrétisées dans des structures sociétaires. Les simulations s'inspirent de ces références (taux de renouvellement moyen, répartition entre statuts juridiques tout en les modulant selon le contexte projeté.

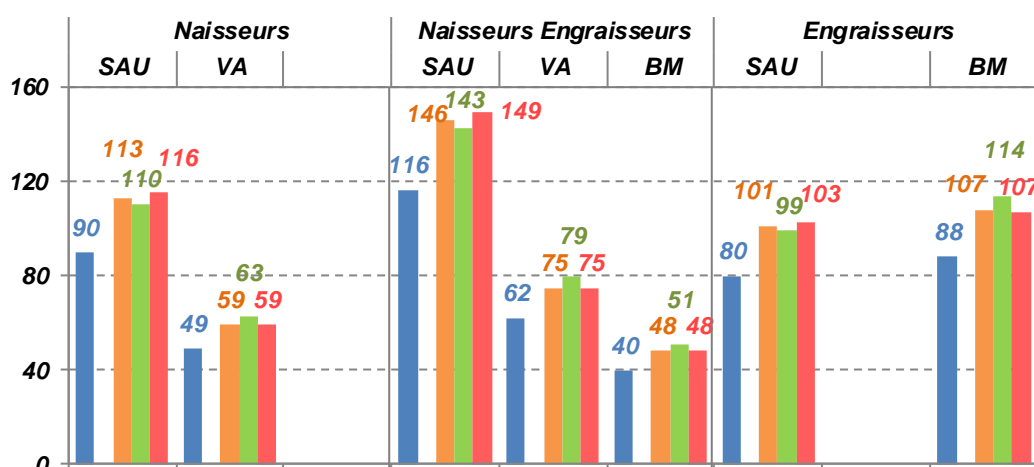
**Dans le scénario tendanciel**, le taux de renouvellement poursuit son érosion pour atteindre 29 % et un peu plus de 120 installations annuelles en 2020. La conjoncture de la filière génère une attractivité et une rentabilité en moyenne insuffisantes pour assurer les investissements nécessaires à la modernisation et à la reprise des exploitations bovins viande.

**Dans le scénario de crise**, les difficultés de marchés s'accroissent. Pour les mêmes raisons d'attractivité et de rentabilité des capitaux investis, la dynamique de renouvellement s'essouffle pour atteindre moins de 25 % de taux de renouvellement et un peu plus de 100 installations annuelles à l'horizon 2020.

**Dans le scénario volontariste**, l'amélioration de l'attractivité de la viande bovine en raison notamment d'une meilleure rentabilité des capitaux investis, permet de maintenir la dynamique de renouvellement au niveau moyen de la période de référence (2008-12), soit un taux de renouvellement de 35 % et environ 140 installations annuelles à l'horizon 2020.

### La dimension économique des élevages et la productivité Prospective viande bovine en Pays de la Loire : hypothèses de simulation

Dimension économique 2010 et évolution 2020 selon le scénario :



Evolution de la dimension économique à l'horizon 2020 selon le scénario :

<b>Sc. Tendanciel :</b>	+26%	+21%	-	+26%	+20%	+21%	+26%	-	+22%
<b>Sc. Volontariste :</b>	+23%	+28%	-	+23%	+28%	+29%	+24%	-	+30%
<b>Sc. Crise :</b>	+29%	+21%	-	+29%	+20%	+21%	+29%	-	+22%

SAU : en hectares par exploitation, VA (vaches allaitantes) : cheptel en têtes par exploitation, BM (bovins mâles) : production annuelle en têtes par exploitation

Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

En moyenne régionale, la dimension économique des exploitations détenant 20 vaches allaitantes et plus a progressé de 2 à 3 %/an selon les facteurs de production (vaches allaitantes, bovins mâles, SAU) entre 2000 et 2010 selon les 2 derniers recensements de l'agriculture.

**Dans les scénarios tendancier et de crise**, le rythme de croissance moyen annuel 2000-10 de l'effectif de vaches allaitantes et de la production de bovins mâles a été reconduit à l'horizon 2020 (+1,9 %/an). La SAU croît moins rapidement dans le scénario tendancier (+2,25 %/an contre +2,9 %/an entre 2000 et 2010) en raison de la pression foncière qui sévit sur le territoire ligérien. Le contexte défavorable à la production agricole dans le scénario de crise atténue les effets de la pression foncière, le rythme de croissance moyen annuel de la SAU s'élève à +2,5 %/an.

**Dans le scénario volontariste**, les marges dégagées par la production bovine s'améliorent et permettent de rentabiliser les investissements visant à améliorer la productivité. Le cheptel de vaches allaitantes et de la production de bovins mâles augmentent en moyenne de 2,5 %/an entre 2010 et 2020. Le contexte favorable à la production agricole continue d'accroître la pression foncière, le rythme de progression de la SAU des exploitations bovins viande ralentit à 2 %/an en moyenne entre 2010 et 2020.

### Le poids de carcasse

Le poids de carcasse des vaches de réformes allaitante et des jeunes bovins allaitants poursuivent leur progression tendancielle de +0,3 %/an entre 2010 et 2020 dans les scénarios tendancier et volontariste. Dans le scénario de crise, leur croissance annuelle s'atténue à +0,15 %/an.

Prospective viande bovine en Pays de la Loire : hypothèses de simulation				
Poids de carcasse (kg)	2010	Tendancier	Volontariste	Crise
Vaches allaitantes	433	+0,30%/an	+0,30%/an	+0,15%/an
Jeunes bovins allaitants	426	+0,30%/an	+0,30%/an	+0,15%/an
Jeunes bovins laitiers	364	stable	stable	stable

Source : PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

*Remarque : les jeunes bovins (moins de 24 mois) représentent 86 % des effectifs de bovins mâles produits en Pays de la Loire en 2010 et 98 % des systèmes naisseurs engraisseurs et engraisseurs pris en compte dans cette analyse.*





La demande de viande bovine continuera d'évoluer à l'horizon 2020 sur les marchés intérieurs français et européen. Il existe aussi un potentiel de développement sur les marchés pays tiers en Asie notamment. L'élevage bovin ligérien dispose des atouts pour continuer de répondre aux marchés existants et pour développer de nouveaux débouchés à condition de réunir plusieurs conditions : une cohésion de filière, une répartition équitable de la valeur ajoutée et une dynamique de renouvellement soutenue par une rentabilité améliorée.

Les conséquences socioéconomiques et territoriales seraient lourdes en cas de rupture en termes de valeur ajoutée produite, de déprise territoriale et d'emplois directs et indirects.

Des enjeux déterminants sont à relever pour assurer la rentabilité et l'attractivité de la production de viande bovine dans un contexte de recul des soutiens de la PAC pour les systèmes engraisseurs :

- améliorer l'adéquation offre/demande pour soutenir la consommation sur le marché intérieur, développer les exportations UE, exploiter le potentiel de marché des pays tiers,
- renforcer la compétitivité des différents maillons de la filière,
- structurer la filière à travers la consolidation des relations contractuelles et la poursuite des efforts de transparence sur les prix et les marges.



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE

**Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire**  
<http://www.paysdelaloire.chambagri.fr/menu/economie/sommaire-economie.html>

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Michel BLOURDE	Tél. 02 41 96 75 05	Mail : michel.bourde@maine-et-loire.chambagri.fr (Angers)
Gilles LE MAIGNAN	Tél. 02 53 46 61 70	Mail : gilles.lemaignan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)